



LA PRECARITE N'EST PAS UN PROJET

**SALARIES – INTERMITTENTS – PRIVE-ES D'EMPLOI – ETUDIANTS
>>> DES COMBATS A MENER ENSEMBLE**

UNE SEULE URGENCE :

**Abandonner la réforme de l'assurance chômage
et créer des emplois de qualité là où il y en a besoin !**

**Rendez-vous le 23 avril à 14h - Place Masséna Nice
Pour une initiative originale
avec les occupants du théâtre de Nice**

En pleine crise sanitaire, le gouvernement multiplie les réformes régressives qui précarisent un nombre toujours plus important de salarié-es et de personnes privées d'emploi.

Or ce dont nous avons besoin c'est d'une société qui organise le travail pour que les besoins de la population soient couverts. Ce dont nous avons besoin c'est d'une politique de plein emploi pour que chacun-e ai une place. Ce dont nous avons besoin c'est d'un statut protecteur pour le travail salarié.

Précariser les personnes privées d'emploi est injuste et inefficace :

- 60% des personnes privées d'emploi n'ont accès à aucune indemnité chômage
- La nouvelle réforme de l'assurance chômage applicable au 1^{er} juillet va baisser drastiquement le montant des indemnités de ceux-elles qui en perçoivent et rendre plus difficile leur accès
- En quoi entretenir la pauvreté et l'exclusion va aider notre pays à répondre aux défis qui nous sont posés

Créer des emplois de qualité partout il y en a besoin, c'est possible et indispensable :

- Dans nombre d'entreprises privées comme dans les services publics, des postes sont laissés vacants, des jours de repos sont refusés, les charges de travail sont rendues insupportables et la qualité de travail dégradée par des sous effectifs entretenus
- Les contrats précaires se multiplient, rendant les travailleurs de plus en plus malléables et soumis au chantage du chômage
- Investir dans des politiques de plein emploi et d'augmentation des salaires nous permettra de répondre aux besoins de la société et nous engagera dans un cercle vertueux dont tout le monde bénéficiera

Plutôt que de favoriser la création d'emplois de qualité dans les secteurs qui en ont besoin, le gouvernement passe en force sa réforme de l'assurance chômage applicable dès le 1^{er} juillet 2021.

- Le changement du mode de calcul de l'allocation entraînera la baisse des droits mensuels. Pour certains allocataires, la baisse pourra aller jusqu'à **40% de droits en moins**. Un plancher minimum à 659€ est instauré (**seuil de pauvreté : 1063 euros**).
- La dégressivité des allocations sera de 30% à partir du 9^{ème} mois pour les allocataires dont le salaire antérieur brut était supérieur à 4500€ sur les 12 derniers mois. Cette mesure inefficace pour le retour à l'emploi touchera principalement les cadres de plus de 50 ans. Elle a déjà été en vigueur et a été supprimée en 2001. De plus cette incite à faire accepter à des salariés qualifiés des emplois moins qualifiés, elle pénalise donc tout le monde.
- **Vers janvier 2022** : le seuil d'ouverture aux droits à l'indemnisation passera de 4 à 6 mois de travail. Ce changement impactera prioritairement les jeunes, les apprentis sans employeur, les étudiants ou les jeunes à la recherche d'un emploi inaccessible, particulièrement en cette période de crise sanitaire.

Nous avons besoin de services publics partout, pour toutes et tous.

Éducation, Santé, Énergie, Transports, Eau ...donnons les moyens aux services publics de jouer leur rôle pendant les périodes de crise mais aussi pour les éviter. L'argent ne manque pas. Des milliards d'euros d'argent public sont distribués aux grandes entreprises lucratives sans aucune contrepartie exigée et trop souvent sans aucune efficacité. **Cette distribution d'argent public doit cesser et servir au financement des services publics, au recrutement des centaines de milliers d'agents manquants !!!**

Nous avons besoin d'une réindustrialisation pour une transition écologique :

Des emplois doivent être créés dans le cadre de la relocalisation d'activités stratégiques et de recherches au travers des projets alternatifs financés par des aides publiques conditionnées à des **critères sociaux et environnementaux**.

Un exemple actuel et concret : Notre pays est mis à genoux depuis plus d'un an. La COVID n'est pas la seule responsable de cette situation. Notre capacité de résistance face à ce virus serait plus forte si nous ne manquions pas de lits dans les hôpitaux publics, si nous avions une véritable politique publique du médicament accompagnée d'une industrie capable de fournir les vaccins en nombre suffisant.

La CGT appelle à un printemps des luttes : Il est temps que l'argent produit par le travail serve à construire une société où il fait bon vivre. **Après le 23 avril, rendez-vous le 1^{er} mai !**

Ensemble revendiquons :

- **Le retrait de la réforme de l'assurance chômage**
- **Des créations d'emplois et des embauches dans le public et le privé**
- **L'augmentation générale des salaires,**
- **La réduction du temps de travail,**
- **L'abandon de la loi sur la transformation de la Fonction Publique**